

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : suites abandon de la déchéance de nationalité

Vous trouverez ci-après une proposition de réponse aux courriers réagissant à l'abandon de déchéance de nationalité qui insistent sur le besoin d'unité, refusent les explications politiques ou appellent à un référendum pour les dépasser.

- **94% de ces messages sont des remerciements** : « *Merci infiniment pour la grâce présidentielle accordée à Madame Sauvage* ». « *Merci d'avoir été sensible à la détresse de cette famille* ».

Pour plus d'un tiers, cette action démontre la « *bienveillance* » et la « *mansuétude* » du Chef de l'Etat. Certains – certaines – se montrent sincèrement émus (« *Si je me le permettais, je vous ferai bien une grosse bise* »).

La moitié des correspondants **souhaitent néanmoins que cette affaire soit l'occasion de « lancer un grand débat et des réformes »** sur les violences conjugales : « *Je vous remercie d'avoir entendu son appel. Cette cause est devenue audible, il faut en profiter pour donner un second souffle à ce combat* ». « *Le gouvernement pourrait enfin proposer une loi pour apporter une solution globale à ce fléau* ».

Il est à noter qu'un tiers de ces courriers de soutiens sont issus de victimes de violences conjugales.

- **Seules 6% des réactions sont critiques et dénoncent l'attribution d' « un droit de tuer »**. On trouve parmi ces correspondants tous les profils, y compris une ancienne femme battue qui fait part de son incompréhension : « *C'est dommage de voir qu'aujourd'hui il est normal de faire justice soi-même* ».

Quelques correspondants (peu nombreux) accusent le président « *d'avoir cédé à la pression médiatique* » au détriment du respect de la justice.